

Séance du 29 juin 2015
Intervention opérationnelle
Délibération n° 2015/166

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais, modifié par les décrets n°2006-1131 du 8 septembre 2006, n°2009-1542 du 11 décembre 2009 et n°2014-1736 du 29 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 10 juin 1996 portant nomination du directeur de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais ;

Vu la délibération n°2011/01 approuvant le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais ;

Vu l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne ;

Vu le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011 relatif aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne ;

Vu la délibération n°2014/58 portant approbation du programme pluriannuel d'intervention pour la période 2015-2019 ;

Vu la délibération n°2014/62 approuvant le budget pour l'année 2015 ;

Vu la convention-cadre de partenariat passée avec la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUMBRES ;

Vu la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUMBRES sollicitant l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais pour l'opération dite « **Ancien hypermarché** » sur la commune de Lumbres ;

Le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais,
sur proposition du président/de la présidente,

- **Approuve** la convention opérationnelle avec la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUMBRES ;
- **Autorise** le directeur général de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais :
 - à signer la convention opérationnelle ainsi que les avenants à intervenir,
 - à procéder, au nom de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais, et après consultation du service des domaines imposée par l'article R1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques, aux acquisitions des biens situés à l'intérieur du périmètre de l'opération objet de la présente délibération,
 - à procéder aux cessions desdits biens acquis par l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais,
 - à engager les démarches nécessaires à la définition et à la réalisation des travaux au sein du périmètre de l'opération ;
- **Délègue pour ce faire** au directeur général de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais (EPF) ou, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, au directeur opérationnel faisant fonction de directeur général adjoint, l'exercice au nom de l'EPF, des droits de préemption et de priorité dont l'EPF est ou sera titulaire ou délégataire par suite d'une délégation générale ou au cas par cas reçue de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, à l'intérieur du périmètre de l'opération figurant dans la convention opérationnelle et ses avenants.

Le directeur général

Marc KASZYNSKI

Le (la) président(e)
du conseil d'administration

8 JUIL. 2015

le Préfet et par délégation,
le secrétaire général
des affaires régionales

Pierre CLAVREUIL

REÇU LE

30 JUIN 2015

le Directeur Général
des Affaires Régionales
Nord-Pas-de-Calais